

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 29/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CANDICE

Centre commercial du Bois Cany
Hypermarché HYPER U
76120 Le Grand-Quevilly

Références : UDRD.2025.07.R.22
Code AIOT : 0005801566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2025 dans l'établissement CANDICE implanté Centre commercial du Bois Cany Hypermarché HYPER U 76120 Le Grand-Quevilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre :

- de l'augmentation, en 2024, des émissions atmosphériques de fluides frigorigènes fluorés (gaz à effet de serre) par l'exploitation des groupes de production de froid de l'hypermarché ;
- de la disparition, en 2025, de la SOCIÉTÉ DES HYPERMARCHÉS NORMANDIE PICARDIE qui exploitait depuis 2000 la station service et les groupes de production de froid de l'hypermarché. La société a en effet été absorbée le 31 décembre 2024 par la société LES COOPÉRATEURS DE PARIS NORMANDIE et a donc été radiée du registre du commerce et des sociétés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CANDICE
- Centre commercial du Bois Cany Hypermarché HYPER U 76120 Le Grand-Quevilly
- Code AIOT : 0005801566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre commercial du bois Cagny au Grand Quevilly abrite une station service et des équipements clos en exploitation contenant des fluides frigorigènes fluorés détenus par la société exploitant l'hypermarché.

Le permis d'exploiter au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) de la station service est actuellement portée par la SOCIÉTÉ DES HYPER-MARCHÉS NORMANDIE PICARDIE.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des équipements d'une capacité unitaire de plus de 2 kg	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Point 3.3 Annexe I	Demande d'action corrective	1 mois
2	Déclaration équipements clos en exploitation contenant + 2 kg fluide HFC	Code de l'environnement du 09/04/2010, article R.512-47	Demande d'action corrective	1 mois
3	Etiquetage des équipements clos en exploitation	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Point 3.2 Annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
4	Etat des calorifugeages	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Point 4.3 Annexe I	Demande d'action corrective	4 mois
5	Prévention et détection périodique des fuites de fluides	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Point 6 Annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	frigorigènes HFC			
6	Marque de contrôle d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
7	Système permanent de détection des fuites	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3.I	Demande d'action corrective	15 jours
8	Changement d'exploitant de la station service	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.181-47	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a mis en évidence plusieurs non conformités à l'issue de l'inspection du 21 juillet 2025 :

- calorifugeage des tuyauteries reliées aux groupes froids en mauvais état (prise en glace de certaines parties des tuyauteries en extérieur). L'exploitant doit les remplacer dans un délai maximal de 4 mois.
- absence d'accès à distance aux informations enregistrées par le système permanent de détection des fuites (système DNI (Détecteur de Niveau Intelligent)) équipant les 2 groupes frigorifiques (centrales frigorifiques positives) d'une puissance de plus de 500 tonnes équivalent CO₂. L'exploitant doit y remédier sous 15 jours.
- défaut de recensement exhaustif de tous les équipements clos en exploitation contenant plus de 2 kg de fluide frigorigène de type fluide hydrofluorocarbone (HFC). L'exploitant doit y remédier sous 1 mois.
- défaut de recensement des équipements soumis aux contrôles d'étanchéité réglementaires en vertu des législations françaises et européennes sur les fluides frigorigènes fluorés. L'exploitant doit justifier de recensement sous 1 mois.
- défaut de déclaration d'exploitation au titre de la rubrique 1185.2.a de la nomenclature des ICPE d'équipements clos en exploitation contenant plus de 300 kg de fluides frigorigènes fluorés de type hydrofluorocarbones (HFC) et défaut de demandes de changement d'exploitant (au profit de la société CANDICE) de la station-service au titre de la rubrique 1435.1 de la nomenclature des ICPE. L'exploitant doit y remédier sous 1 mois.
- absence de macarons sur plusieurs équipements clos en exploitation contenant plus de 2 kg de gaz à effet de serre fluorés indiquant la date échéance du prochain contrôle d'étanchéité périodique réglementaire. L'exploitant doit y remédier sous 1 mois.
- absence de plaques signalétiques indiquant la nature de fluide frigorigène fluoré, la capacité nominale en fluide frigorigène fluoré et la capacité équivalente en tonnes CO₂ de plusieurs équipements clos en exploitation contenant plus de 2 kg de gaz à effet de serre fluorés. L'exploitant doit y remédier sous 2 mois.

Considérant que les 2 équipements du centre commercial dont la capacité nominale en fluide frigorigène fluoré est supérieur à 500 tonnes équivalent CO2 sont équipés d'un système permanent de détection des fuites de type DNI et que le directeur s'est engagé lors de la visite à se mettre en conformité, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade mais l'inspection suivra la bonne réalisation des mises en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements d'une capacité unitaire de plus de 2 kg

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Point 3.3 Annexe I
Thème(s) : Situation administrative, En fluide frigorigène de type HFC
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est en mesure, le 21 juillet 2025, de présenter une liste non exhaustive des principaux équipements clos en exploitation contenant des gaz à effet de serre fluorés. Il s'agit des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Centrale positive PROFROID n° 1 contenant 450 kg de fluide R448A (Pouvoir Réchauffant Global (PRG) de 1 387) mise en service en 2008. La capacité nominale équivalente est de 624,15 tonnes CO2. - Centrale positive PROFROID n° 2 contenant 450 kg de fluide R448A (PRG de 1 387) mise en service en 2008. La capacité nominale équivalente est de 624,15 tonnes CO2. - Centrale négative PROFROID contenant 288 kg de fluide R448A. (PRG de 1 387) mise en service en 2008. La capacité nominale équivalente est de 399,46 tonnes CO2. - Centrale négative pâtisserie n° 1 contenant du fluide R404A (PRG de 3 920) mise en service en 2019. - Centrale négative pâtisserie n° 2 contenant du fluide R448A (PRG de 1 387) mise en service en 2020. Cet équipement contient a priori 4,6 kg de fluide. - Centrale frigorifique négative patons contenant du fluide R404A (PRG de 3 920) mise en service en 2012. <p>Les quantités de fluides présents dans les équipements Centrale frigorifique négative Patons, Groupes frigorifiques pâtisserie n° 1 & n° 2, Climatisation INVERTER, climatisation du Tableau électrique général basse tension (TGBT) et les <i>Rooftop</i> (hors appareil CH 52 GAC 120 contenant 2 fois 13,5 kg de fluide R407C) n'ont pu être précisées par l'exploitant le 21 juillet 2025 (NON CONFORMITE). Il en est de même pour les 2 équipements de la marque Bitzer Kühlmaschinenbau GmbH (NON CONFORMITE).</p> <p>Pour rappel, le fluide R448A est un mélange de fluides de type hydrofluorocarbone (HFC : fluides R32, R125, R134A) et d'oléfines (HFO : fluides R1234yf, R1234ze).</p> <p>La quantité totale de fluide frigorigène fluoré serait ainsi a minima de 1 192 kg au sein du centre commercial abritant l'hypermarché.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<u>Demande n°1</u> : L'exploitant doit se mettre en conformité sous 1 mois en transmettant la liste exhaustive des équipements contenant plus de 2 kg de fluide de type hydrofluorocarbones (HFC), leurs capacités nominales réelles et équivalentes en tonnes CO2 en fonction du pouvoir réchauffant global (PRG) des fluides qu'ils contiennent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Déclaration équipements clos en exploitation contenant + 2 kg fluide HFC

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/04/2010, article R.512-47
Thème(s) : Situation administrative, Au titre de la rubrique 1185.2.a de la nomenclature ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.</p> <p>II. Les informations à fournir par le déclarant sont :</p> <p>1°) S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant de la déclaration ;</p> <p>2°) L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ;</p> <p>3°) La nature et le volume des activités que le déclarant se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée ;</p> <p>4°) Si l'installation figure sur les listes mentionnées au III de l'article L. 414-4, une évaluation des incidences Natura 2000 ;</p> <p>5°) Le cas échéant, la mention des demandes d'autorisation ou des déclarations déjà déposées pour l'installation au titre d'une autre législation, avec la date de dépôt et la mention de l'autorité compétente, ou des demandes d'autorisation ou déclarations que le déclarant envisage de déposer pour cette même installation avec la mention de l'autorité compétente.</p> <p>III. Le déclarant produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan de situation du cadastre dans un rayon de 100 mètres autour de l'installation ; - un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et, au besoin, de descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés. L'échelle peut être réduite au 1/1 000 pour rendre visibles les éléments mentionnés ci-dessus. <p>IV. Le mode et les conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduaires et des émanations de toute nature ainsi que de gestion des déchets de l'exploitation sont précisés. La déclaration mentionne, en outre, les dispositions prévues en cas de sinistre.</p> <p>V. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration et les conditions dans lesquelles cette déclaration et les documents mentionnés au présent article sont transmis par voie électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>La quantité totale de fluide frigorigène de type hydrofluorocarbone (HFC) étant de plus 300 kg au sein du centre commercial, les équipements clos en exploitation d'une capacité unitaire de plus</p>

de 2 kg contenant ces fluides relèvent de la rubrique 1185.2.a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Aucune déclaration ICPE n'a jamais été effectuée vis-à-vis de cette activité (emploi dans des équipements clos en exploitation de gaz à effet de serre visé en annexe I du règlement européen n° 517/2014 de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg). Cette absence de déclaration ICPE constitue une **NON CONFORMITÉ**.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : L'exploitant (la société CANDICE) doit se mettre en conformité, sous un mois, en réalisant la déclaration d'existence en son nom au titre de la rubrique 1185.2.a de la nomenclature des ICPE vis-à-vis de l'AIOT 0005801566 via le site internet :

https://demarches.service-public.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Etiquetage des équipements clos en exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Point 3.2 Annexe I

Thème(s) : Situation administrative, Vis-à-vis de la rubrique ICPE 1185.2.a

Prescription contrôlée :

Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.

Constats :

L'inspection a contrôlé, par sondage, l'étiquetage des équipements clos en exploitation contenant plus de 2 kg de fluide de type Hydrofluorocarbones (HFC). L'inspection des installations classées a relevé que les centrales frigorifiques négatives pâtisserie n° 1 et n° 2 ne disposent pas d'un étiquetage précisant la nature du fluide, la capacité nominale en kg et la capacité équivalente en tonne(s) CO2 (**NON CONFORMITÉ**).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 : L'exploitant doit se mettre en conformité, sous 2 mois, en faisant apposer un étiquetage indélébile précisant la nature du fluide, la capacité nominale en kg et la capacité équivalente en tonne(s) CO2 sur chacune des centrales frigorifiques négatives pâtisserie n° 1 et n° 2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Etat des calorifugeages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Point 4.3 Annexe I
Thème(s) : Situation administrative, Vis-à-vis de la rubrique ICPE 1185.2.a
Prescription contrôlée : Le calorifugeage des tuyauteries, lorsqu'il existe, du circuit frigorifique des équipements frigorifiques ou climatiques, y compris pompes à chaleur, est en bon état.
Constats : Les calorifugeages des tuyauteries des circuits reliées à la centrale négative PROFROID et aux centrales frigorifiques négatives pâtisserie n° 1 & n° 2 présentent des tronçons très endommagés avec prise en glace des tuyauteries (NON CONFORMITÉ).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°4 :</u> L'exploitant doit se mettre en conformité, sous 4 mois, en remplaçant les calorifugeages endommagés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Prévention et détection périodique des fuites de fluides frigorigènes HFC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Point 6 Annexe I
Thème(s) : Situation administrative, Contrôles d'étanchéité
Prescription contrôlée : a. L'exploitant prend toutes les mesures préventives réalisables afin d'éviter et de réduire au minimum les fuites et émissions de fluides. [..] c. Pour les installations soumises à la rubrique 1185-2, les équipements clos en exploitation sont régulièrement contrôlés selon les fréquences et dispositions prévues par les règlements (CE) n° 1005/2009 et n° 517/2014 susvisés et par les articles R.543-79 et R.543-81 du code de l'environnement.
Constats : Les équipements visés par les contrôles d'étanchéité périodiques réglementaires sont les suivants : - Les équipements clos en exploitation contenant plus de 2 kg de fluides de type hydrofluorocarbure (HFC) tels que le fluide R407C. - Les équipements clos en exploitation contenant plus de 5 tonnes équivalent CO2 de fluides fluorés de type hydrofluorocarbure (HFC) soit, par exemple, plus de 1,27 kg de fluide R404A (pouvoir réchauffant global de 3 920). - Les équipements clos en exploitation contenant plus de 1 kg de fluides de type oléfine (HFO). Le fluide R448A qui contient 27 % de fluide HFO (R1234yf, R1234ze) et 73 % de fluides HFC (R32, R125, R134A) est assimilé à un fluide HFC : les équipements qui en contiennent plus de 2 kg sont

<p>soumis à des contrôles périodiques d'étanchéité.</p> <p>Compte-tenu de l'incertitude sur les quantités nominales de fluides dans certains des équipements (cf. point de contrôle n°1), l'exploitant n'est pas en mesure le 21 juillet 2025 de déterminer la liste des équipements soumis à des contrôles d'étanchéité réglementaires (DEMANDE DE JUSTIFICATIF).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°5</u> : L'exploitant doit se mettre en conformité, sous 1 mois, en justifiant de la liste exhaustive des équipements clos en exploitation soumis aux contrôles d'étanchéité réglementaires. L'exploitant s'assurera ensuite du contrôle régulier des équipements selon les fréquences et dispositions prévues par les règlements et articles susmentionnés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Marque de contrôle d'étanchéité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Indiquant la date limite de validité du contrôle d'étanchéité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'opérateur seinomarin titulaire de l'attestation de capacité à manipuler des fluides frigorigènes fluorés ayant réalisé en 2024 et en 2025 les contrôles périodiques d'étanchéité n'a apposé aucune marque de contrôle d'étanchéité (macaron bleu ou macaron rouge, le cas échéant, en cas de fuite concernant une partie d'équipement ne pouvant être réparée) indiquant la date de validité de ces contrôles (NON CONFORMITÉ).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°6</u> : L'exploitant doit se mettre en conformité sous un mois en demandant à l'opérateur attesté d'apposer les marques de contrôle périodique d'étanchéité suite aux contrôles réalisés par ses soins en 2024 et en 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Système permanent de détection des fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3.I
Thème(s) : Produits chimiques, Sur les équipements d'une capacité de plus de 500 tonnes équivalent CO2
Prescription contrôlée : <p>Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 grammes par heure ; - 10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.
Constats : <p>Les 2 équipements du centre commercial dont la capacité nominale en fluide frigorigène fluoré est supérieur à 500 tonnes équivalent CO2 (centrales positives PROFROID fonctionnant au fluide R448A d'une capacité unitaire de 624,15 tonnes équivalent CO2) sont équipés d'un système permanent de détection des fuites de type DNI (système développé par la société MATELEX). Ce système déclenche une alarme au niveau de la centrale DNI qui est située au plus près des 2 centrales frigorifiques, sans report de l'alarme vers les locaux administratifs du centre commercial. L'exploitant est en revanche averti du déclenchement de l'alarme via une adresse e-mail. L'exploitant n'a pas été en mesure de se connecter au compte e-mail de la société CANDICE pour justifier qu'il est averti du déclenchement de l'alarme et que les déclenchements sont archivés dans le système DNI (NON CONFORMITÉ).</p> <p>L'opérateur (titulaire de l'attestation de capacité à manipuler des fluides frigorigènes fluorés) désigné par l'exploitant pour intervenir en cas de fuite détectée par le système DNI est averti en temps réel selon le même principe.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p><u>Demande n°7 :</u> L'exploitant doit se mettre en conformité, sous 15 jours, en mettant à jour les adresses mail des salariés de la société CANDICE devant être destinataires des mails d'alerte lors du déclenchement du système permanent de détection des fuites DNI.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Changement d'exploitant de la station service

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.181-47
Thème(s) : Situation administrative, Au titre ICPE
Prescription contrôlée :

I. Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R.516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.

II. Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

Constats :

La société CANDICE (934 874 975 00014) exploite l'hypermarché depuis le 1er décembre 2024 et les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) connexes : station service relevant des rubriques 1414.3 (installation de remplissage en gaz inflammables liquéfiés de réservoirs alimentant des moteurs) & 1435.1 (installation ouverte au public où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules) et équipements clos en exploitation d'une capacité de plus de 2 kg en fluide hydrofluorocarbone (HFC) relevant de la rubrique 1185.2.a.

Le permis d'exploiter de la station service en date du 15 novembre 2000 au titre de la législation relative aux ICPE (valant autorisation environnementale) a été délivrée au nom de la SOCIÉTÉ DES HYPERMARCHÉS NORMANDIE PICARDIE (société radiée du registre du commerce et des sociétés le 17 janvier 2025). La société CANDICE n'a pas produit pour autant de déclaration de changement d'exploitant en son nom. Cette absence de déclaration constitue une **NON CONFORMITÉ**.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°8 : L'exploitant (la société CANDICE) doit se mettre en conformité sous un mois en réalisant une déclaration de changement d'exploitant au titre des rubriques 1414.3 et 1435.1 de la nomenclature des ICPE vis-à-vis de l'AIOT 005801566 :

- via une déclaration électronique depuis le site internet https://demarches.service-public.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e2s1 vis-à-vis de de la rubrique 1414.3 (ou déclaration écrite sur papier à l'adresse ci-après).
- via une déclaration écrite sur papier vis-à-vis de la rubrique 1435.1 à adresser à l'adresse suivante : DREAL Normandie - Unité départementale Rouen Dieppe - 1 rue Dufay - 76100 Rouen.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois